CAP Magazine

Citoyen Acteur de Paix

Tensions et conflits

- Des ressources convoitées
- Diplomatie et stratégie énergétique
- Moins de biens, plus de liens ?

Numéro 4
www.cnapd.be

CNAPD Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie ASBL

sommaire

> Dossier sur la piste des énergies :
Tensions et conflits
> Page 4 à 10

> Le sais-tu ?
Des ressources convoitées
> Page 11

> Interview par Cap Reporter
Moins de biens, plus de liens ?
> Page 12 à 13

> Parlons-en !
Diplomatie et stratégie énergétique
> Page 14 à 15

> Espace loisirs
> Page 16 à 17

> Allo, Cap Reporter j'écoute...
> Page 18 à 19

> Equipe Rédactionnelle

Rédacteur en chef > Samuel Legros
Comité de lecteurs > Nicolas Bárdos-Féltoronyi, Nicole Neuvens, Alain Delsoir, Matthieu Van Heer
Éditeur responsable > Nicolas Vandenhemel
Equipe rédactionnelle > Samuel Legros, Nadia Cornejo, Magali Mertens, Marie-Pierre Labrique
Graphic designer > Rosanne Crognaletti

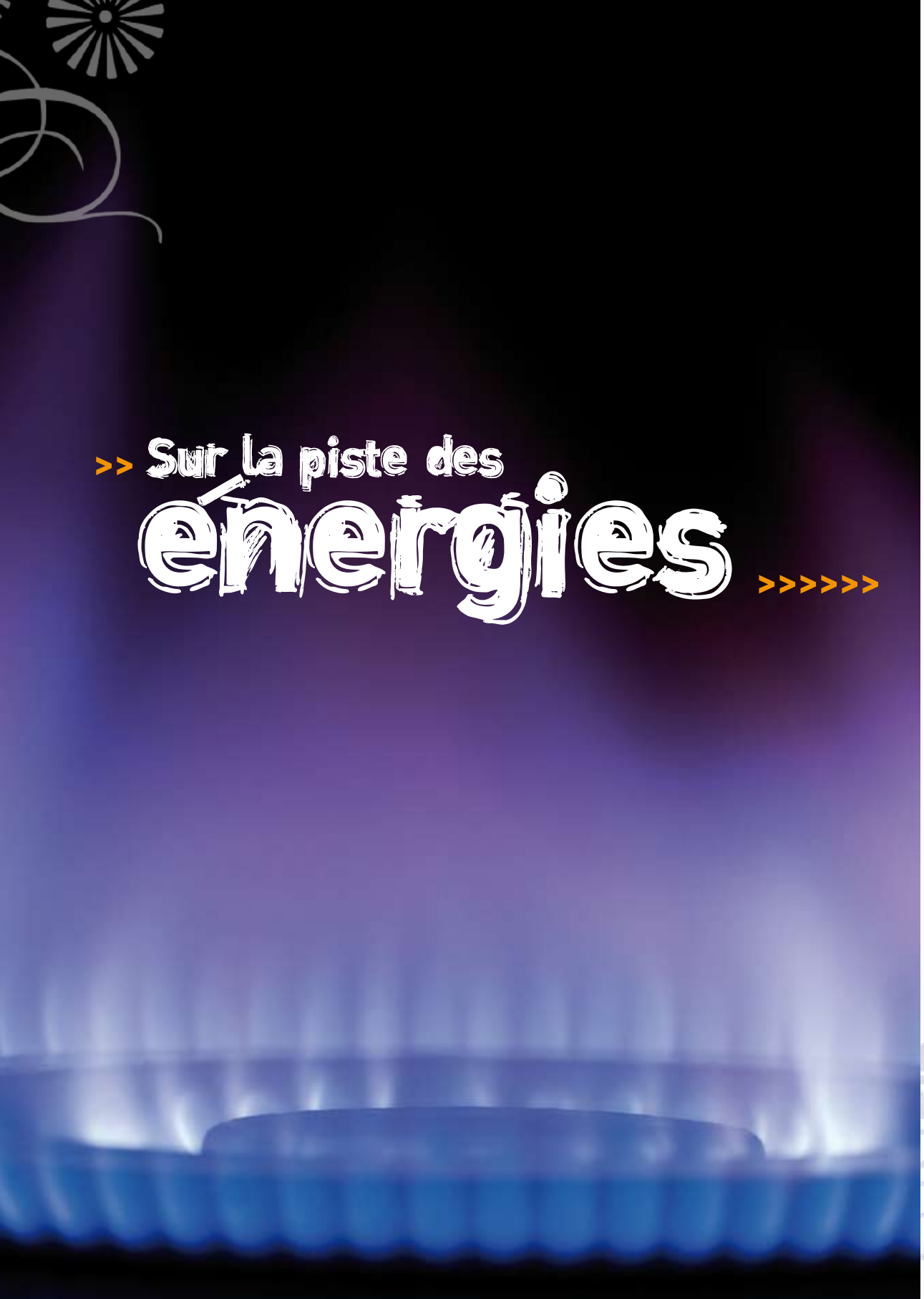
Il y a plus de 10 ans, le 5 février 2003 exactement, le Secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, prononçait à l'O.N.U. un discours qui restera dans les Annales de l'Histoire : « Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques (...) ». Ces paroles lourdes de sens serviront de prétexte à l'invasion de l'Irak, quelques semaines plus tard. Depuis lors, cette guerre a engendré la mort de plus de 650.000 personnes...
Pourtant, au cours du conflit, la présence d'armes biologiques sur le sol irakien n'a jamais été avérée.
La raison avancée par les gouvernements américains et britanniques (notamment) était donc pour le moins fallacieuse.
Mais des documents déclassifiés récemment ont confirmé ce que beaucoup pensaient : cette guerre a bien été déclenchée pour le contrôle du pétrole irakien. Pour avoir la mainmise sur cet « or noir », certains n'ont donc pas hésité à provoquer la perte de centaines de milliers de vie...

Aborder la question de l'énergie permet donc d'acquérir des lunettes différentes et indispensables pour comprendre et interpréter ce qui se passe dans le monde.
Tout au long de ces 5 numéros de Cap Magazine consacrés à l'énergie et conçus d'une manière ludique et pédagogique mais toujours systématique, la CNAPD a voulu offrir de telles lunettes de décodage ; que ce soit en présentant les énergies, en analysant les acteurs qui gèrent ce secteur et leur poids économique et politique non-négligeable ou encore en se focalisant sur certaines régions du monde et expliquer les conflits en cours. Au sérieux de l'analyse du Dossier, il nous est apparu également important de susciter la réflexion des lecteurs au travers de jeux plus ludiques.

En tant qu'organisation de paix et de démocratie, la CNAPD vise, au travers de ses actions et publications, à éveiller le sens critique des citoyens et des jeunes en particulier, pour qu'ils deviennent des citoyens du monde et des acteurs de changement pour un monde meilleur. Nous sommes persuadés que ces premiers numéros du CAP Magazine apporteront leur contribution à cet objectif.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce dernier numéro de Cap Magazine consacré aux énergies.

Nicolas Vandenhemel



Tensions et conflits : quelques exemples

Dans le numéro précédent nous avons abordé le lien entre politique étrangère et politique énergétique. En effet, si un pays ne produit pas assez d'énergie pour sa consommation il est obligé d'en importer. Le concept de sécurité énergétique, déjà abordé dans plusieurs numéros du « CAP Magazine », est essentiel pour comprendre le lien entre cette recherche d'énergie et les situations de conflit. Les États recherchent la sécurité (et la stabilité) dans la quantité approvisionnée, dans les prix, etc. La moindre incertitude est source d'angoisse et peut amener à des tensions et même à des conflits. Dans ce dossier, nous allons nous focaliser sur trois cas qui illustrent bien ce lien : la Russie, l'Afghanistan et le Sahel.

La géopolitique de l'énergie en Mer Caspienne

Un des acteurs principaux en Mer Caspienne est la Russie. Ce pays dispose de considérables ressources énergétiques en gaz mais aussi en pétrole, ce qui lui permet donc non seulement de subvenir à ses besoins mais également d'exporter une grande partie de son énergie. La Russie est par ailleurs la plus grande détentrice de gaz naturel du globe (29%), elle est suivie par l'Iran (15,2%) et le Qatar (14,7%)[1].
La Russie exporte une très grande partie de ses réserves énergétiques vers l'Union européenne (78% du pétrole et 65% du gaz qu'elle exporte est à destination du Vieux Continent). L'Union européenne est en effet une grande consommatrice d'énergie. Or comme sa production intérieure est dérisoire par rapport à une consommation par ailleurs sans cesse croissante, elle est obligée d'importer. 46% du gaz consommé en Europe et 25% du pétrole provient de Russie[2]. Ces importations et exportations décrivent une situation d'interdépendance : chacune des deux parties dépend de l'autre soit pour vendre, soit pour acheter de l'énergie. Ces circonstances rendent les pays vulnérables aux agissements de l'autre. Pour cette raison, les États importateurs et exportateurs cherchent respectivement à diversifier leurs approvisionnements et fournitures afin d'éviter d'être trop dépendants.

La Russie tente de conserver sa position dominante en ce qui concerne la fourniture en énergie et les infrastructures de transport qu'elle préfère voir transiter sur son territoire ou celui de pays alliés. D'un autre côté l'Union européenne tente de s'allier avec de nouveaux pays producteurs comme le Turkménistan ou l'Azerbaïdjan – pays voisins de la Mer Caspienne – afin de diminuer petit à petit sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie dont elle entend réduire la position dominante.

Le bassin de la Mer Caspienne est très riche en énergies fossiles. On estime qu'il renferme de 2 à 6% des réserves mondiales de pétrole et 6 à 10% de gaz naturel[3]. La carte qui suit montre la concurrence entre les différents États pour le tracé des gazoducs et des oléoducs. Chaque pays souhaite que les conduites transitent par son territoire pour en garder

[1] NIES S., 2008, Gaz et pétrole vers l'Europe : Perspectives pour les infrastructures, IFRI, Paris.
[2] La situation est différente selon les pays européens. Certains pays importent plus de gaz, d'autres plus de pétrole et parfois les pays plus éloignés géographiquement de la Russie sont beaucoup moins dépendants de l'énergie russe. Néanmoins de manière globale, la Russie est un gros fournisseur de l'Union européenne en matière d'énergie.
[3] MONGRENIER J-S., 2007, « De l'Atlantique à la Caspienne : l'Europe et les enjeux eurasiatiques », Institut Thomas More, http://www.institut-thomas-more.org/fr/actualite/de-latlantique-a-la-caspienne-leurope-et-les-enjeux-eurasiatiques.html

le contrôle et accroître son importance géostratégique. L'Union européenne soutient le projet de la Turquie, un pays membre de l'OTAN et candidat pour adhérer à l'Union européenne.

Le cas de la guerre en Géorgie

L'oléoduc baptisé BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), en jaune sur la carte, souligne bien ces questions géopolitiques. Cet oléoduc part de la capitale de l'Azerbaïdjan (Bakou), profitant de grandes ressources pétrolières de la mer Caspienne. Il continue sa route vers Tbilissi en Géorgie pour enfin redescendre par la Turquie jusqu'au port de Ceyhan. Le tracé le plus logique – parce que plus court et donc moins cher – pour acheminer le gaz et le pétrole de la mer Caspienne aurait été celui qui prolonge l'oléoduc iranien (en vert sur la carte) déjà existant. Cependant, vu les relations tendues entre les pays européens et l'Iran, la stabilité de l'approvisionnement ne pouvait, d'après les gouvernements européens, être assurée.
L'oléoduc BTC a été inauguré en 2006, avec une capacité annuelle de 50 millions de tonnes de pétrole. C'est donc un atout majeur pour l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne et d'Israël qui leur permet de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie et surtout de viser la multiplication des sources d'approvisionnement, objectif de sécurité énergétique.

En 2008 a eu lieu une courte guerre entre la Géorgie et la Russie. La raison officielle relayée par les médias en était : l'Ossétie du Sud, une région du Nord de la Géorgie, qui connaissait depuis plusieurs jours des manifestations séparatistes que le gouvernement géorgien a voulu contrôler par une intervention armée. La Russie serait donc intervenue en Géorgie pour « contraindre la Géorgie à la paix », d'après le Président russe Medvedev. Ceci étant, des enjeux géopolitiques et énergétiques peuvent également expliquer ces interventions et la rapide intervention diplomatique européenne qui s'en est suivie.

On constate sur la carte que la Géorgie occupe une place centrale[4]. C'est un pays incontournable si l'on veut éviter la Russie et l'Arménie pour acheminer le pétrole de la Mer Caspienne vers l'Europe (notamment via les réseaux d'oléoducs et de gazoducs déjà existants). En effet, le pays est situé juste entre la Mer Noire et l'Azerbaïdjan, bordant la Mer Caspienne. Les deux autres grands pays bordant l'ouest de la Mer Caspienne sont la Russie et l'Iran. Or ces deux pays sont des puissances en en conflit avec l'Union européenne.
S'ajoute à cela une volonté de plus en plus marquée de la part de la Géorgie d'adhérer à l'OTAN, et de se rapprocher de l'Occident, pour un pays anciennement membre de l'Union soviétique.

Le cas de l'Ukraine

La Russie entretient également des relations tendues avec l'Ukraine qui défend sa neutralité. Cette dernière est un pays essentiel en ce qui concerne l'approvisionnement de l'Union européenne : 80% des exportations de gaz et 40% des exportations de pétrole russes à destination de l'Union européenne transitent par cet État. Á plusieurs reprises Gazprom, l'entreprise d'État de gaz russe, a coupé l'alimentation des gazoducs ukrainiens pour un différend commercial.

L'Ukraine a toujours bénéficié de prix avantageux comparés à ceux que la Russie pratique vis-à-vis de l'Union européenne. Or, depuis quelques années, la Russie accusait l'Ukraine de faire des prélèvements sur le gaz transitant par son territoire pour le revendre à l'Europe en se réservant d'importants bénéfices. En 2006, suite aux demandes répétées de la Russie (restées lettre morte) d'une réévaluation des prix du gaz de l'Ukraine, la Russie a menacé de couper et a finalement réduit l'approvisionnement de gaz afin de mettre la pression sur le gouvernement ukrainien. Ce scénario s'est répété à plusieurs reprises en 2009 et en 2010.

Cependant, certains pays européens ont été affectés par la réduction de l'approvisionnement du gaz russe en Ukraine.
Plusieurs pays ne recevaient plus du tout de gaz naturel (par exemple, la Grèce, la Slovaquie ou la République tchèque) ; tandis que plusieurs autres voyaient leur approvisionnement sensiblement réduit comme l'Italie, l'Allemagne ou la Pologne[5].

Afin d'éviter l'Ukraine, la Russie a ainsi soutenu la construction d'un oléoduc passant sous la mer Baltique et la reliant directement à l'Allemagne. Ce pipeline nommé Nord Stream a été inauguré en 2011 et est révélateur de l'intérêt que porte la Russie ainsi que plusieurs pays de l'Union européenne à réduire la dépendance vis-à-vis des pays de transit. Ceux-ci constituant comme on vient de le voir, un facteur supplémentaire d'instabilité pour l'approvisionnement. Instabilité combattue par une multiplication des voies de fourniture et des lignes d'approvisionnement.

L'Afghanistan

Automne 2001 : peu de temps après les attaques du World Trade Center du 11 septembre, les Etats-Unis envahissent l'Afghanistan, justifiée par le fait que ce pays abriterait les personnes qui ont coordonné les attentats du 11 septembre.
L'OTAN s'engagera également dans la guerre à la suite des Américains en reprenant en charge la force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) de l'ONU.

Une analyse géopolitique du conflit afghan permet d'éclairer certains intérêts que présente ce pays pour le reste du monde.
La situation géographique de l'Afghanistan est intéressante : l'État se trouve en effet au carrefour de l'Asie centrale, de la Chine, du Pakistan, de l'Iran et de l'Inde. A nouveau, la Mer Caspienne et ses richesses ne sont pas loin : elle touche le

[4] A ce propos, on observe sur la carte un État (l'Abkhazie) à gauche de la Géorgie. Cet État n'est pas reconnu internationalement et est officiellement une région autonome de Géorgie.
[5] Certains en Europe parlent ici de chantage de la Russie. Gardons cependant qu'il n'est pas dans l'intérêt de cette dernière de couper l'approvisionnement de gaz : elle y perdrait énormément étant donné que l'Union européenne est son plus gros client

Turkménistan voisin de l'Afghanistan. Celui-ci est un passage obligatoire pour amener les richesses de la Mer Caspienne vers l'Océan indien.

La Russie a pendant longtemps contrôlé une bonne partie de la zone. Plusieurs gazoducs et oléoducs y transitent.

En outre, l'Afghanistan est également proche du Moyen-Orient qui concentre pratiquement deux tiers des réserves mondiales de pétrole et presque la moitié des réserves de gaz.
Ces quelques données soulignent l'importance géopolitique et énergétique de la région

Plus concrètement, Unocal (Union Oil of California), une société pétrolière américaine, avait annoncé depuis 1993, le projet de construire un oléoduc permettant le transit de gaz et de pétrole entre le Turkménistan et le Pakistan (et donc l'Océan Indien) en passant par l'Afghanistan. Le projet se trouve en pointillé sur la carte.

Ce pipeline transitant par l'Afghanistan présentait l'avantage de désenclaver des pays aux alentours de la Mer Caspienne afin de réduire le contrôle de la Russie et offrir une deuxième alternative à l'oléoduc BTC (voir infra). Il est important de savoir que le Turkménistan est un pays avec des réserves de pétrole mais aussi de gaz ; c'est même la sixième plus grosse réserve de gaz naturel de la planète. Outre le Turkménistan, la visée du pipeline est plus large : elle permettrait d'accéder plus facilement aux réserves de gaz de l'Ouzbékistan et de pétrole du Kazakhstan.
Après plusieurs discussions, la société Unocal avait obtenu un accord avec l'Afghanistan, sous contrôle des talibans, pour construire l'oléoduc. Cependant, en 2001, le gouvernement afghan refuse finalement de signer. Suite à la chute du régime des talibans après l'intervention de l'armée américaine sur le sol afghan,le nouveau président Hamid Karzaï signe un accord avec le Turkménistan, le Pakistan et l'Inde pour construire l'oléoduc. Ce projet est pour le moment toujours à l'état de projet, la

« stabilité » n'étant pas encore assurée sur le terrain. La construction débuterait cependant en 2017, selon le gouvernement turkmène.

Le cas du Sahel

Outre la Mer Caspienne, d'autres zones du globe sont également convoitées pour leurs richesses naturelles. Tel est le sort du Sahel, une région semi-désertique au centre de l'Afrique s'étendant sur plusieurs pays : le Mali, le Niger, le Nigéria, l'Algérie, la Mauritanie et le Tchad.
Cette région est connue pour être particulièrement instable et de faible niveau de vie. De nombreux groupes armés y sont présents (AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique), Boko Haram, Ansar Dine, MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), Mujao (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest), etc.). Ces groupes poursuivent différents agendas. Certains sont à tendance djihadiste[6] tandis que d'autres visent l'indépendance d'un territoire. Ils ne sont en aucun cas unis mais sont tous en opposition avec le gouvernement central que ce soit celui du Mali, du Niger, du Nigéria, etc. La plupart de ces groupes profitent de la contrebande dans ces pays pour financer leurs activités. La zone du Sahel est en effet instable : y sévit le trafic en tout genre (des minerais mais aussi de drogues ou d'êtres humains). Cette instabilité permet de légitimer officiellement la présence militaire de certaines puissances comme la France ou les États-Unis.

Cependant, on peut observer que les ressources énergétiques sont en filigrane des différentes tensions et conflits sévissant dans la région. Il est intéressant de savoir que les plus grandes mines d'uranium se trouvent à l'ouest du Niger, près de la frontière avec le Mali.
Des prospections pour l'extraction d'uranium sont également réalisées dans le nord du Mali (voir la rubrique « le saviez-vous » dans le CAP n°1).

Nous l'avions expliqué dans les CAP précédents, l'uranium est utilisé pour fabriquer de l'électricité. La France est le deuxième plus gros consommateur d'uranium au monde (16%) elle suit les Etats-Unis (34%) et devance le Japon (9%). La part du nucléaire dans la production d'électricité en France est de 76%[7]. Il est donc impératif pour elle d'assurer son approvisionnement en uranium (69% de l'électricité finale consommée provient du nucléaire). Le premier partenaire de la France pour l'importation d'uranium est le Niger, 4ème plus gros exportateur d'uranium de la planète. C'est l'entreprise française AREVA[8] qui exploite les deux plus grandes mines d'uranium à ciel ouvert du Niger (Arlit et Akokan). Par ailleurs, AREVA a acquis l'exploitation d'une troisième mine très prometteuse à Imouraren. Ces trois mines permettraient d'alimenter la quasi-totalité des 58 réacteurs nucléaires français. Cette dernière mine aurait dû ouvrir en 2011 mais son ouverture a été postposée pour des raisons d'instabilité sur le terrain.

En 2007, le gouvernement nigérien décide d'expulser le directeur général d'AREVA pour cause de collusion avec les rebelles du MNJ (Mouvement des nigériens pour la justice).
Le PDG est accusé d'avoir des liens suspects avec le MNJ alors en conflit ouvert avec le gouvernement central. Cela se déroule un mois après l'expulsion du chef de sécurité d'AREVA qui aurait lui aussi été en lien avec les rebelles.
À cela s'ajoute une insécurité grandissante pour AREVA dans la région : en 2010, deux de ses cadres sont enlevés (ils seront tués pendant l'intervention militaire française de 2013).

Outre l'extraction d'uranium, depuis 2009, un accord pour construire un gazoduc à travers le Sahel a été adopté par l'UE. Ce projet de gazoduc reliant le Nigéria et transitant par le Niger et l'Algérie pour approvisionner le nord de la méditerranée et les

[6] Guerre sainte
[7] http://www.reporterre.net/spip.php?article2396
[8] Nous avons mentionné l'entreprise AREVA dans le dossier du numéro précédent. En effet, c'est une des entreprises les plus importantes dans le milieu de l'uranium. Elle fait partie des huit multinationales contrôlant 85% de la production mondiale d'uranium. C'est cette entreprise qui gère le parc nucléaire et la fourniture d'uranium en France

autres pays européens est entretenu par plusieurs multinationales comme Total, Eni, Repsol, Gas natural mais aussi Shell et Gazprom[9]. Ce projet a pour objectif de diversifier l'approvisionnement en gaz européen dépendant notamment du gaz russe comme nous venons de l'illustrer dans l'exemple précédent. Même si un accord a été signé, la construction n'a pas encore commencé. Depuis 2009, un groupe rebelle, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger, en conflit ouvert avec le gouvernement nigérian, a commis plusieurs sabotages et empêche la construction du gazoduc qu'il n'estime pas bénéfique pour la population.

Enfin, dans le nord du Mali des gisements de pétrole et de gaz ont récemment été découverts. Les multinationales pétrolières italienne ENI et algérienne Sipex devaient commencer à réaliser des forages dans la région mais n'ont pas encore initié leurs travaux, en partie à cause de la présence des groupes armés hostiles au projet et de la guerre de la France. A voir dans l'avenir qui bénéficiera de ces nouveaux gisements.

Ces différents enjeux expliquent la présence sécuritaire dans la région ainsi que, dans une certains mesure, l'intervention militaire française. Les forces armées françaises se trouvent dans les zones géostratégiques du point de vue des ressources énergétiques.
S'agissant de cette présence sécuritaire, notons également qu'en 2002, les États-Unis ont lancé la « Pan-Sahel Initiative » qui a pour objectif officiel de permettre la paix et la sécurité dans la région ainsi que de combattre le terrorisme. Cette initiative a été suivie en 2005, par la « Trans-Saharan Couterterrorism Initiative »[10] ayant pour objectif de combiner les efforts civils et militaires pour combattre le terrorisme dans la région. L'armée américaine est ainsi présente à différents endroits de la région (base de Tamanrasset dans le Sud de l'Algérie ou encore base Lemonnier à Djibouti, la plus grande base militaire étrangère en Afrique) lui permettant de pouvoir intervenir rapidement pour des opérations militaires très précises ainsi que pour affirmer sa présence militaire dans la région[11]. L'armée américaine se sert notamment de ces bases pour l'utilisation de drones (des avions sans pilotes). Les Français, quant à eux, disposent également de forces spéciales chargées de formations pouvant aussi être détachées dans des missions de combat. Ces deux pays font également de la surveillance aérienne[12].

L'importance stratégique du Sahel et les enjeux énergétiques sous-jacents sont désormais identifiés. Le Sahel est une région très importante pour la France et l'Union européenne qui lui permet d'acheminer l'énergie et des minerais stratégiques par la Méditerranée mais également pour la Chine et l'Inde (investissant actuellement énormément en Afrique pour assurer leurs besoins croissants en énergie) ou encore pour les États-Unis.

[9] http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2012/na_2012-12-06_fr_b-rouppert.pdf
[10] Les pays partenaires sont l'Algérie, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Sénégal, le Nigéria et la Tunisie.
[11] Mehdi Taje, chercheur à l'institut de recherche stratégique de l'école militaire de Paris, cité dans un entretien publié dans la presse mauritanienne.
[12] http://www.liberation.fr/monde/2012/06/22/guerre-de-l-ombre-au-sahel_828488

Le sais-tu ?

Trésors en mer de Chine

La Chine et le Japon sont en conflit depuis 1971 pour le contrôle d'îles inhabitées entre les deux pays. Cesîles communément appelées Senkaku par les nippons et Diaoyutai par les chinois, appartenaient historiquement à la Chine sous la dynastie Ming[1] . Elles sont ensuite passées sous domination japonaise pendant plus d'un siècle. Après la deuxième guerre mondiale et la défaite du Japon, les États-Unis s'accaparent la gestion de ces îles. Ils rétrocèderont certaines îles au Japon en 1972. Même si l'accord américano-japonais ne fait aucune mention explicite des îles Senkaku, les autorités nippones considèrent cet archipel comme leur territoire. Les autorités chinoises, quant à elles, revendiquent ce bout de terre au vu du principe de prolongement naturel de leur continent[2]. Tu peux te demander pourquoi ces deux puissances asiatiques se disputent-elles un bout de terre inhabité ? Outre les rivalités d'influence et la lutte pour le statut de puissance régionale, la mer de Chine est un carrefour économique très important. Les deux États convoitent également les importants gisements d'hydrocarbures qui entourent ces îles. « L'Agence d'information énergétique américaine (EIA) estime les réserves connues de brut en mer de Chine orientale à 100 millions de barils de pétrole et entre 1 et 2 billions de pieds cube de gaz. »[3]. Les chinois estiment ces réserves comme étant bien plus importantes : « 70 à 160 milliards de barils de pétrole et 250 billions de pieds de cube de gaz pour toute la mer de Chine orientale »[4]. Pour le Japon, ces gisements sont fondamentaux. En effet, si la Chine détient des stocks de pétrole et de gaz sur son territoire, le Japon importe la quasi-totalité de sa consommation.

[1] Lignée d'empereurs qui a régné sur la Chine de 1368 à 1644.
[2] Cette notion fait référence au droit de la mer qui définit les espaces maritimes. Plusieurs codes fixent la zone territoriale au large des côtes pour laquelle le pays est souverain.
[3-4]http://www.diploweb.com/Japon-Chine-Senkaku-Diaoyu-les.html

Glencore : un géant discret sur le marché des matières premières

Glencore est une des plus grosses sociétés de matières premières (métaux, minéraux et produits énergétiques). Á titre d'exemple, elle contrôle près de 60% du marché du zinc, 50% de celui du cuivre et génère un chiffre d'affaires d'environ 145 milliards de dollars par an. Habituée des scandales, la société a été impliquée dans des fraudes et violations de sanctions internationales. Lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine par l'Iran en 1979, elle a continué à échanger du pétrole contre des armes. Durant le régime d'apartheid en Afrique du Sud, Glencore a négocié l'échange du pétrole contre de l'uranium rompant ainsi l'embargo international imposé sur le régime d'apartheid sud-africain. Sous le régime de Saddam Hussein, la société a profité du programme des Nations Unies de pétrole contre nourriture pour graisser la patte du régime irakien en payant quelques pots de vin. Malgré ces agissements, la Banque européenne d'investissement (BEI) a prêté 50 millions de dollars à Glencore en 2005 pour rénover sa filiale zambienne, avec de l'argent public, donc. Ceci dit, suite aux différentes actions intentées par les ONG occidentales et zambiennes, la BEI a décidé en 2011 de ne plus accorder de nouveaux financements à Glencore.

Interview par CAP Reporter

Christophe DUBOIS

Rédacteur en chef du magazine Symbioses - Chef de projets à Réseau IDée asbl

On nous dit sans cesse que « Progrès = croissance = bonheur ». Est-ce une équation inadéquate ?

La réponse n'est pas simple. Nous l'avons abordée dans un dossier du magazine Symbioses intitulé « moins de biens, plus de liens » (Symbioses n°84, nov. 2009, téléchargeable sur www.symbioses.be). L'équation comporte plusieurs variables qui renvoient à autant de questions : qu'est-ce que le progrès ? qu'est-ce qui rend vraiment heureux ? Faut-il absolument une croissance économique, quelle type de croissance et avec quels effets ? Ces questions sont d'autant plus brulantes en ces temps de crise et de panne de croissance. Tout notre modèle de développement repose sur l'augmentation continue de la production et de la consommation, elles-mêmes sous le joug de la spéculation financière. Dès que cette croissance est en panne, c'est la panique, on voit les emplois s'envoler, les dépenses publiques s'effondrer (éducation, justice, culture, transports, santé, revenus de remplacement, etc.). Pourtant, on le voit aussi, ce modèle de développement est à l'origine de dérèglements environnementaux et sociaux désastreux : pollutions, changements climatiques, exploitation des plus pauvres, guerres pour les ressources (pétrole, coltan pour les GSM, eau, etc.)... Cela renvoie alors à la question de bonheur et de progrès. C'est simple : actuellement, aucun pays ne parvient à avoir un indice de développement humain élevé – c'est à dire un niveau économique, de santé, d'éducation et d'espérance de vie corrects - tout en restant dans les limites de la Planète. Excepté Cuba, qui connait d'autres problèmes. Si tout le monde consommait comme le Belge moyen, il faudrait 3 planètes. En fait, nos pays dits « développés » surconsomment, donc surexploitent les ressources. Il nous faudra diminuer dans toute une série de domaines, dont la consommation d'énergie, laquelle est d'ailleurs directement liée à l'évolution de la croissance. Certains pensent que les progrès technologiques et les nouvelles découvertes apporteront la solution. En matière d'énergie, on pariera sur les énergies renouvelables dans le meilleur des cas, sur l'extraction du gaz de

schiste dans le pire. Je pense personnellement que la technologie n'apportera pas seule la solution. On le constate par le fameux « effet rebond » : l'économie réalisée par le progrès technologique (ex. : une voiture qui consomme moins) provoque une augmentation de la consommation directe (je roule plus) ou indirecte (je m'offre un voyage ou une nouvelle télévision). Il faut consommer moins, aussi pour pouvoir consommer tous dans le cadre d'une planète aux ressources limitées.

Inviter à « Consommer moins », ce n'est pas si simple...

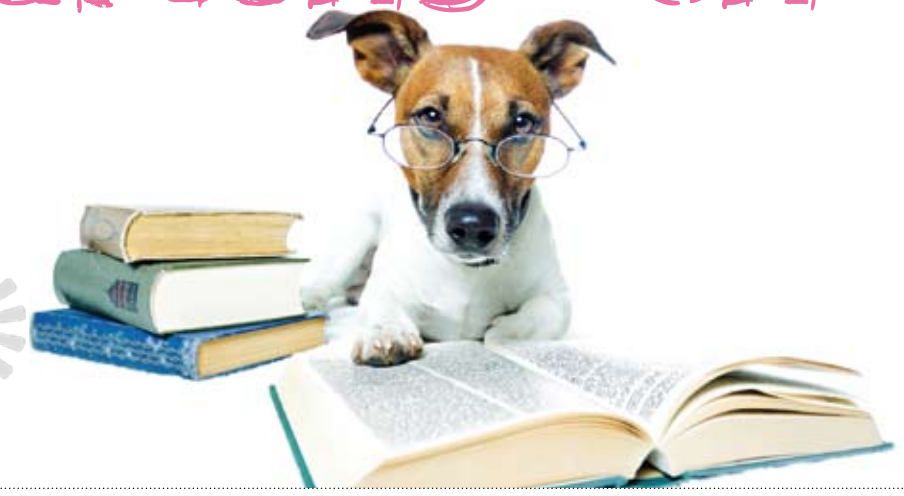
En effet, car remettre en cause notre niveau de consommation, pour beaucoup, c'est interroger le sens même de nos vies : faut-il travailler plus, pour gagner plus, pour acheter plus ? Répondre non, c'est parfois virer sa cuti. C'est contester le fonctionnement même de notre société. Difficile aussi car le consumérisme fait partie de nous, de notre identité. Nos possessions sont de plus en plus notre passeport social. Comme l'ado qui affiche ses marques ou l'adulte qui trône au volant de sa bagnole. Il s'agit tantôt d'appartenir au groupe, tantôt de s'en distinguer. Supprimer ces choses, pour beaucoup, c'est mettre au bac son besoin d'intégration. Avoir pour être. Pour être reconnu. Allez y, vous, de vanter la simplicité à des jeunes et moins jeunes affamés de reconnaissance, et inondés de publicités. Puis il faut soi-même être solidement convaincu. Car le jeune aura vite fait de pointer votre jolie voiture, de vous demander si vous vous n'avez pas de TV, pas de GSM, pas de... Et si c'était justement cela le but ? Qu'il vous pose des questions et s'en pose par la même occasion. Que l'on sonde ensemble nos paradoxes.

Justement, comment aborder cette question avec des jeunes ?

Comme le propose Alain Gresh, il est important de poser nos objectifs sous forme de question. Qu'ensemble nous interrogions ce qui fait notre société et ce qui fait notre bonheur : quels sont mes besoins, les besoins vitaux mais aussi ceux qui nous font appartenir à la société ? Quelle différence entre besoins et envies ? Quels sont les impacts de nos modes de vie ? La science et la technologie pourront-t-elles à elles seules les pallier. Une croissance infinie sur notre planète est-elle possible ? Quel type de croissance ? La croissance est-elle incontournable ? Peut-on vivre mieux avec moins ? Y a-t-il des sociétés où l'on vit de la sorte ? Qui bénéficie et qui pâtit des gains de productivité ? Peut-on envisager une société où on travaillerait moins pour consommer moins ? Que gagnerions-nous et que perdrions-nous ? Comment distribuer le travail ? Comment se fait-il que mon pantalon vienne de Chine ? Et historiquement, quand est née la « société de consommation » et pourquoi ? Qui concerne -t-elle ? C'est quoi « l'obsolescence programmée » ? Mais si les entreprises produisent moins et vendent moins, elles licencient et paient moins d'impôts, quel serait alors l'effet sur les dépenses publiques ?...
Dans le dossier du magazine Symbioses intitulé « moins de biens, plus de liens », nous relations l'initiative d'enseignants d'une école secondaire bruxelloise qui se sont lancés dans un tel projet. Avec dans un premier temps, une série de conférences-débats avec des experts de tous poils, du théâtre-forum, des films, brossant le thème le plus largement possible (environnement, consommation, solidarité Nord-Sud...). Les enseignants étaient aussi amenés à poser la question du progrès au sein même de leurs cours : en religion, français, histoire, sciences, langues, latin, éco, géo... Ensuite, une demi-douzaine d'associations sont venues, durant une matinée, proposer des animations et des ateliers aux élèves. Enfin, les élèves concrétisaient leur apprentissage en concevant des séquences radiophoniques d'une dizaine de minutes. Un projet passionnant, mais périlleux. Ce que me disait l'enseignant, Pierre Waaub : « Le progrès c'est une évidence pour les jeunes : chaque génération devrait faire mieux que la précédente, et mieux = plus. Or, comme ils sont convaincus, ils ont des difficultés à se mettre en recherche. Et plaquer uniquement un contre-discours, ça ne sert à rien ».

Pour lire la suite de l'interview, rendez-vous sur www.cnapd.be

Parlons - en



Voici des extraits d'un discours[1] d'Hilary Clinton, secrétaire d'État américaine (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères chez nous) à propos de la diplomatie de l'énergie. De nombreux éléments présents dans les différents Cap Magazines s'y retrouvent et te permettent désormais de porter un regard critique sur le contenu de ce discours politique.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS
Pour diffusion immédiate Le 18 octobre 2012
2012/1665 DISCOURS de Madame la Secrétaire d'État
Hillary Rodham Clinton
Sur la diplomatie de l'énergie au XXIe siècle
Université de Georgetown, Washington, D.C.

« Cela fait des siècles que les ressources sont à l'origine de conflits entre des pays. Mais notre époque est en train de vivre de profonds changements qui suscitent des questions complexes quant à la direction que nous allons suivre.
Par exemple, en ce moment même et dans le cadre d'un basculement dramatique, les pays en voie de développement consomment une part plus importante de l'énergie mondiale que les pays développés. La Chine et de l'Inde voient leurs besoins énergétiques croître aussi vite que leur économie. On constate aussi une demande croissante dans toute l'Asie centrale et en Amérique latine. (...) À ce stade, il faut se poser la question. À qui profiteront ces changements ? Où irons-nous chercher l'énergie requise pour répondre aux besoins croissants du monde ? Comment pourrons-nous veiller à ce que les institutions qui ont permis de maintenir un approvisionnement adéquat des marchés mondiaux de l'énergie au cours du 20ème siècle, telle que l'Agence internationale de l'énergie, (...), demeurent pertinentes et efficaces au XXIe siècle ? Et puis, bien sûr, il y a des changements qui ont lieu chez nous, dans notre propre pays, et qui ont une incidence sur les perspectives énergétiques internationales. Beaucoup d'Américains ne se rendent toujours pas compte des progrès réalisés par les États-Unis. Notre utilisation de l'énergie éolienne et solaire a doublé au cours des quatre dernières années. Notre production de pétrole et de gaz naturel est en plein essor. (...) Cela se traduit par une réduction de notre dépendance vis-à-vis de l'énergie importée, ce qui renforce notre position politique et économique mondiale de même que le marché mondial de l'énergie.
(...) Notre pays n'est pas et ne peut pas être une île lorsqu'il s'agit des marchés énergétiques. Les marchés du pétrole sont mondiaux et les marchés du gaz naturel évoluent dans le même sens ; (...) Même lorsque les Américains consomment du pétrole produit entièrement à l'intérieur des États-Unis, le prix de ce pétrole est largement déterminé par le marché mondial. Cela signifie que protéger notre propre sécurité énergétique nous impose de réaliser des progrès ici comme à l'étranger. Et cela nécessite un leadership américain.
Mais qu'on ne s'y trompe pas : dans le passé, bien évidemment, le Département d'État a pratiqué une diplomatie liée à l'énergie – et parfois de façon intensive quand une crise spécifique éclatait. (...)
Permettez-moi à présent d'aborder succinctement

les trois piliers de notre stratégie énergétique globale. Premièrement, s'agissant de la géopolitique de l'énergie, notre axe de concentration est la diplomatie de l'énergie. Certains aspects de notre diplomatie de l'énergie sont liés aux questions qui font la une des journaux. Peut-être avez-vous lu des articles concernant ces vives querelles au sujet de revendications territoriales en mer de Chine méridionale. Eh bien, à quoi peut-on attribuer ces évènements selon vous ? Il y a, potentiellement, des réserves significatives de pétrole et de gaz à proximité immédiate de pays qui ont des besoins énergétiques en forte croissance (...). Certains éléments de notre diplomatie de l'énergie sont dirigés vers des zones reculées telle que l'Arctique, qui constitue une frontière de gisements encore inexplorés de pétrole et de gaz, de même qu'une catastrophe écologique potentielle. La fonte des calottes glaciaires est en train de créer de nouvelles **opportunités** de forage de même que des nouvelles routes maritimes, et il nous incombe impérativement d'agir maintenant pour établir un nouveau « code de la route » afin de prévenir les conflits concernant ces ressources. (...) Un autre axe de notre diplomatie de l'énergie porte sur la **promotion de la compétition** et la prévention des monopoles. (...) Notre souhait est de voir des pays en croissance avec des économies plus fortes, mais aussi parce que les monopoles engendrent des risques. **Partout au monde, lorsqu'un pays dépend excessivement d'un autre pour son énergie, cet état de fait peut fragiliser son indépendance politique et économique. Un pays peut devenir vulnérable face aux menaces et à la coercition. C'est la raison pour laquelle l'OTAN a identifié la sécurité énergétique comme étant l'un des enjeux clés de notre époque.** (...)
Nous avons aussi travaillé intensément pour soutenir le secteur énergétique irakien. En 2010, l'Irak produisait environ 2,3 millions de barils de pétrole par jour. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 3,2 millions. Et maintenant, l'Irak est le deuxième producteur au sein de l'OPEP, ayant dépassé l'Iran. Pour l'Irak, il s'agit d'une très grande réussite, à laquelle les Départements d'État et de l'Énergie ont contribué. De concert avec les Irakiens, nous avons identifié les goulots d'étranglement de leur infrastructure énergétique, afin d'améliorer leurs plans d'investissement et acheminer plus de pétrole sur le marché. Et il ne fait l'objet d'aucun doute que l'augmentation de la production (...) jette les bases d'une économie plus forte au service du peuple irakien. (...) »

[1] Texte intégral disponible à l'adresse suivante : http://photos.state.gov/libraries/djibouti/328671/french-pdfs/Discours%20sur%20l_Energie%20-%20Oct%202012.pdf

❶ Madame Clinton parle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme d'une « institution qui a permis de maintenir un approvisionnement adéquat des marchés mondiaux de l'énergie ». Que veut dire, d'après toi, « adéquat » dans ce contexte ? L'AIE a-t-elle, d'après tes connaissances (voir notamment dossier CAP 2), vocation à s'occuper de l'approvisionnement mondial ? Si non, comment analyse-tu cette contre-vérité ?

❷ Le discours de Madame Clinton commence par la présentation de la concurrence mondiale pour l'accès à l'énergie. Cette concurrence accrue nécessite de « faire des progrès ».
a) Ces progrès nécessitent, d'après Madame Clinton, le « leadership américain ». Pourquoi ? Est-ce une bonne chose ? Si non, quelle institution ou organisation devrait prendre ce « leadership » d'après toi ?
b) Dans le texte, ce leadership américain est appliqué à l'Irak. Or, on le sait, les États-Unis sont en guerre depuis plus de 10 ans en Irak. Quel lien fais-tu entre cette guerre et le « travail intense » dont Madame Clinton parle ?
La guerre est-elle légitime pour sécuriser l'approvisionnement énergétique des États-Unis ?

❸ Lis l'extrait du discours en gras. Cette position est-elle menaçante ou conciliante ?
Trouves-tu légitime que l'OTAN s'occupe de ces questions ?
N'hésite pas à retourner au Numéro 0 du Cap Magazine pour t'éclairer sur ce sujet.

ESPACE LOISIRS

A toi de jouer !

LE COIN DES ANIMATEURS

Soif de pétrole ?

Notre société boit le pétrole comme notre corps l'eau… Et cette ressource fossile, aux possibilités chimiques inouïes, est principalement utilisée pour nous chauffer et nous transporter. Avec des conséquences sur l'environnement et sur les populations qui habitent les terres qui en regorgent…

Qui de la population locale ou de la multinationale aura raison devant la justice face aux dégradations des conditions de vie et d'habitat engendrées par l'exploitation pétrolière ?
Avocat de l'une ou l'autre partie ou bien juge, les participants endosseront l'un de ces rôles pour défendre ou trancher les intérêts des uns et des autres en vertu du droit.

Sur notre site www.cnapd.be, tu trouveras des fiches sur des mises en situation basées sur deux procès récents :

- **les Indiens Kichwa** d'Equateur contre l'**État équatorien** qui a autorisé une compagnie pétrolière à prospecter sur le territoire de Sarayaku – procès porté par les Indiens devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Costa Rica) en 2012 ;

- **les pêcheurs nigérians** contre la **multinationale Shell** concernant la pollution dans le delta du Niger, due à des fuites d'hydrocarbures et des marées noires à répétition – procès devant le Tribunal de La Haye (Pays-Bas) (janvier 2013), amené à trancher sur la responsablilité de Shell Pays-Bas au Nigéria.

I. EN POURCENTAGE ?

1. Quel pourcentage de produits pétroliers trouve-t-on en moyenne dans un tube de rouge à lèvres ?

2. Quel pourcentage d'énergie fossile est utilisé pour la consommation d'énergie dans le monde?

3. Quelle est la part du nucléaire dans la production d'énergie électrique mondiale ?

4. Quelle est la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie électrique mondiale ?

5. Quel est le pourcentage d'individus vivant sans électricité ?

6. Quelle superficie de la planète les forêts couvrent-elles ?

7. Quel est en pourcentage le rendement des centrales nucléaires ?

8. Que représentent sur le total des réserves mondiales de pétrole conventionnel les réserves saoudiennes ?

9. Pour combler ses besoins en énergie, quel pourcentage l'Union européenne doit-elle importer ?

10. Quel est le pourcentage de la production d'énergie d'origine nucléaire en Belgique ?

0,8% - 16% - 20% - 28% - 30% - 30% - 50%- 57% - 80% - 90%

II. QUIZZ

Quand plusieurs réponses sont possibles, choisis celle qui a le plus d'impact.

1. On observe que la consommation d'énergie diminue

a. quand les gens, bien informés, décident de consommer moins ;
b. quand les prix de l'énergie augmentent ;
c. quand on fabrique des « machines » moins énergivores.

2. Le PIB (produit intérieur brut) est un indicateur de développement qui prend en compte

a. l'ensemble des biens et des services produits dans un pays ;
b. le bien-être de la population et son implication dans la vie politique ;
c. les déprédations environnementales liées à l'extraction des énergies fossiles et à celle de l'uranium.

3. Les multinationales et leurs filiales sont juridiquement responsables

a. devant la justice du pays où se situe leur société mère ;
b. les filiales sont responsables uniquement dans le pays où elles ont leur activité, indépendamment du pays où se trouve la société mère ;
c. les multinationales doivent rendre des comptes devant le Tribunal pénal international situé à La Haye.

4. Contrairement à la culture occidentale pour qui notre planète fournit des ressources à exploiter, certains peuples conçoivent la terre qui les accueille comme une mère nourricière (Pacha Mama pour les Indiens d'Amérique latine) qu'il faut respecter et protéger des déprédations. Pour défendre leur territoire contre l'appétit des multinationales, ils ont à leur disposition

a. la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ;
b. les droits de l'homme ;
c. les lois nationales qui, toutes, protègent les minorités des pays.

5. Résoudre la contradiction d'une société addicte à l'énergie, de ressources fossiles en voie d'épuisement et d'une planète en surchauffe,

a. c'est le problème des gouvernements ;
b. c'est le défi des scientifiques qui vont pouvoir inventer une énergie propre, bon marché et entièrement renouvelable ;
c. c'est un problème qui concerne tout un chacun et qui nous impose d'interroger notre mode de vie et de réduire notre consommation.

SOLUTIONS

I. En pourcentage ? 1. Rouge à lèvres : **90%** de cires et paraffines d'origine pétrolière. 2. Les énergies fossiles représentent **80 %** de la consommation d'énergie totale dans le monde. 3. **16%** d'utilisation du nucléaire ; 4. **0,8%** pour les énergies renouvelables. 5. **28%** de la population mondiale, soit 2 milliards de personnes. 6. En 2010, la superficie forestière totale était estimée à **30%** des terres de la planète, soit un peu moins de 40 millions de km2. 7. Malgré des techniques avancées, seule **30%** de l'énergie est transformée en électricité, le reste étant perdu sous forme de chaleur. 8. Les réserves saoudiennes s'élèvent à environ **20%**. 9. L'UE dépend des importations pour plus **50%** de ses besoins en énergie. 10. **57%** de la production d'électricité en Belgique était d'origine nucléaire en 2011.
II. Quizz : 1 b ; 2 a ; 3 b ; 4 a ; 5 c. Différentes études montrent que les personnes changent leur comportement lorsque leur portefeuille est impliqué : par ex., on prend moins la voiture lorsque le prix de l'essence devient suffisamment dissuasif… Malgré tout, l'engagement citoyen est un important vecteur de changement. Nous pouvons avoir un impact réel en diminuant notre consommation d'énergie et en agissant sur la société civile et sur les lois pour faire changer les structures.

Allo ? CAP Reporter

>>>> j'écoute...

Des questions te viennent à la lecture du « CAP Magazine » ? Tu as des doutes concernant le vocabulaire, les termes employés ou les idées présentées ? N'hésite pas ! Cette rubrique est faite pour toi. Pose toutes tes questions via le site de la CNAPD (www.cnapd.be) à la rubrique CAP Magazine.

Que font les compagnies privées qui exploitent les ressources naturelles quand il y a une instabilité politique dans le pays où elles exploitent un gisement ?

Tout d'abord il faut bien dire que, dans certains cas, les instabilités politiques dans les pays riches en ressources naturelles s'expliquent par la présence de ces ressources naturelles et des richesses qu'elles représentent. La manière dont les firmes privées transnationales exploitent ces ressources naturelles – avec souvent peu de considérations environnementales et peu de considérations pour les droits économiques et sociaux des populations locales – tend à provoquer ou approfondir le sentiment d'injustice, et donc la violence.
L'exploitation des ressources naturelles, au détriment bien souvent des populations locales, et la complicité (avérée ou ressentie) des élites politiques locales suscitent ou entretiennent l'instabilité politique dans ces pays.
Les entreprises transnationales qui exploitent les ressources énergétiques s'appuient sur l'appareil sécuritaire de l'État où ils travaillent (police et/ou armée). En plus de cela, des firmes de sécurité privées s'assurent de la sécurité des installations et des employés qui y travaillent.
De plus en plus souvent, ces firmes de sécurité privée sont armées.
Les instabilités politiques qui ne seraient pas contenues par tout cet appareil sécuritaire impliquent bien souvent une action économique, diplomatique ou militaire des États qui importent les ressources en question et des États d'origine des entreprises transnationales ; souvent à la demande de ces entreprises transnationales elles-mêmes.

La concurrence internationale pour l'accès aux ressources énergétiques entraîne parfois des conflits. Qui porte la responsabilité de cette soif d'énergie ? Est-ce aux consommateurs de changer leur consommation ou aux États à changer leur façon de commercer ?

Difficile de répondre à cette question ! Il est clair que le mode de consommation des pays développés est extrêmement énergivore. Ainsi, il y a un lien direct entre consommation de masse et quête incessante pour l'accès aux ressources énergétiques. Idem pour les matières premières (par exemple le Coltan, nécessaire pour nos GSM que l'on « consomme » de plus en plus vite). Cependant, notre consommation est largement conditionnée par la publicité et la culture de

« tout et immédiatement ». Mais, certes, on peut tous s'efforcer de modifier nos comportements de consommateurs. Ceci dit, il n'y a pas de lien direct entre consommation et guerre. Pour soutenir le système capitaliste et notre mode de consommation (et donc la croissance de nos économies), les États et les firmes transnationales vont appuyer et renforcer les rivalités mondiales pour l'accès aux ressources et donc la conflictualité. Autant que possible, elles vont le faire en tentant de garder les prix les plus bas possibles pour les consommateurs (mais compatibles avec leurs exigences de profits) ; des prix totalement artificiels au regard de la rareté de plus en plus prononcée de ces ressources. Il y a donc une certaine forme de mensonge : on dit aux consommateurs qu'ils peuvent – et doivent – consommer de la sorte au lieu de mettre en place des politiques fortes de recyclage, de recherche d'énergies alternatives, de politiques de transition économique.

Quels sont les moyens à disposition des habitants de ces territoires riches en minerais victimes de l'exploitation des ressources naturelles ?

Le premier pourrait être l'expression démocratique et la mobilisation citoyenne ; comme on peut le voir dans nos pays.
Or, l'engagement citoyen à l'encontre des firmes transnationales est très difficile. Ces entreprises, souvent très peu transparentes, sont en effet rarement disposées au dialogue ! Ce dialogue n'est possible que si le rapport de force change, notamment avec l'appui de l'État qui peut menacer, par exemple, d'exproprier les firmes transnationales.
Une autre option est la lutte juridique. C'est évidemment très complexe, très long et parfois techniquement impossible.
Mais certains exemples soulignent que des petites victoires juridiques sont possibles. Bien sûr, ce combat juridique nécessite de l'expertise et de l'argent. Il arrive malheureusement que ces deux voies soient délaissées par certains groupes qui vont lui préférer la lutte armée ; causée par un sentiment aigu d'injustice et d'exclusion économique et sociale.

« Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens engagés et réfléchis puisse changer le monde. En réalité c'est toujours ce qui s'est passé. »

Margaret Mead, anthropologue

> Numéro 0 : Introduction. Quel est l'intérêt de parler du gaz, du pétrole et de l'uranium ici en Belgique ? Qu'implique cette thématique sur les relations internationales, les conflits et les guerres ?

> Numéro 1 : Qu'est-ce que l'énergie (gaz, pétrole, uranium) ? D'où vient-elle et comment est-elle acheminée ? A quoi sert-elle ? Quelles (et où) sont les réserves mondiales ?

> Numéro 2 : Quels sont les acteurs de la « chaîne énergétique » : producteurs, importateurs, commercialisateurs ? Quels sont leurs rôles ?

> Numéro 3 : Les énergies et la géopolitique. Comment l'accès aux énergies peut expliquer l'état des relations internationales (diplomatie, actions militaires,...).

> Numéro 4 : Trois exemples concrets du lien entre géopolitique et accès à l'énergie en prenant l'exemple de deux actions diplomatiques et d'une guerre : la Mer Caspienne, le Sahel et l'Afghanistan.

Comment les recevoir ?

Contactez :

CNAPD | Chaussée d'Haecht, 51 | 1210 Bruxelles
Tél. : + 32(02) 640 52 62 | Fax : + 32(02) 640 42 12
Ou info@cnapd.be